

Chapitre 1

L'interminable agonie de l'Ancien Régime (1796-1874)

Depuis 1796 et en conformité avec la paix de Bâle (juillet 1795), l'Espagne était alliée à la France révolutionnaire ; Napoléon en fit un satellite. Elle paya cette dépendance par la ruine de ses Finances, suite à la quasi-interruption du trafic colonial, et la destruction de sa puissance navale à Trafalgar, le 21 octobre 1805. En effet, faute de salaires pour les ouvriers et de stocks dans les arsenaux, la plupart des navires rescapés ou non engagés pourrissent dans les ports. Cela ne suffisait pas à l'Empereur qui, au printemps 1808, décida d'étendre le blocus continental à la péninsule Ibérique et de se débarrasser des Bourbons, dynastie régnante.

La réaction espagnole, dès l'émeute madrilène du *Dos de Mayo*, déjoua ses calculs. Car sa répression impitoyable par Murat n'eut d'autre effet que de précipiter une insurrection générale dans les régions périphériques non occupées par des troupes françaises venues en « alliées » conquérir le Portugal. Le soulèvement se fit au nom de Ferdinand VII, retenu en France dans une captivité dorée, puisque ses partisans avaient su lui conférer une image messianique dès 1807, en faisant de lui le « Roi désiré » et martyr.

■ ■ I. La guerre d'indépendance espagnole (1808-1814), un sursaut national ?

Comme les conflits postérieurs subis par l'Espagne (guerres carlistes, guerre civile...), celui-ci s'internationalisa rapidement.

L'Angleterre, durement éprouvée par le blocus continental, apporta aussitôt une aide (argent, armes et munitions) considérable aux insurgés, elle fournit surtout des troupes aguerries aux ordres du futur Wellington, dont la base arrière fut le Portugal. De plus, la défaite des généraux Dupont et Vedel à Baylen, le 19 juillet 1808, eut un grand retentissement, en démontrant que l'armée napoléonienne n'était pas invincible. L'opinion européenne, principalement germanique, s'enthousiasma pour l'insurrection : on en décèle aisément l'influence chez les auteurs romantiques tel Kleist ou chez le théoricien militaire Clausewitz. La lutte en Espagne était en effet acharnée et cruelle, à l'image des sièges endurés par Saragosse et Gérone ; la guérilla harcelait sans trêve les troupes impériales, alors que la majorité traditionaliste du clergé appelait à une guerre sainte contre l'occupant.

Pour autant, il serait téméraire d'y voir l'affirmation d'un sentiment national (Lafon, 2006). Régions et villes réagirent diversement, sans unité d'action contre l'ennemi. Le fractionnement de l'autorité fut extrême, du fait de la multiplication des instances de décision civiles (juntas provinciales et locales) ou militaires, souvent rivales dans les faits. Car les efforts d'organisation et de coordination de la Junte centrale constituée à la fin 1808 demeurèrent vains. Les armées équipées grâce à l'aide anglaise furent successivement écrasées, les tentatives de mobilisation populaire se soldèrent par un échec, une désertion massive affecta jusqu'aux milices locales d'autodéfense, à l'instar des *somatenes* catalans.

L'apparition de la guérilla constitua un des aspects majeurs du conflit. Or, bien souvent, malaise social, goût de l'aventure et du pillage (désormais « légalisé ») expliquèrent son essor (Esdaile, 2004) ; le refus des exactions et des réquisitions impériales, dans une économie de subsistance, joua aussi. Les travaux prosopographiques, en cours, de ce même historien soulignent par ailleurs une

surreprésentation des élites (religieux, militaires, fonctionnaires, laboureurs...) parmi les chefs guérilleros, contre à peine 10 % issus des classes inférieures. Cela n'est pas sans laisser planer quelques doutes sur la spontanéité et la nature populaire du phénomène.

En outre, la guerre fut, au moins partiellement, civile : là encore, c'est un point commun à la plupart des conflits qui affectèrent l'Espagne durant l'époque contemporaine. En effet, une part non négligeable de l'intelligentsia, les *Afrancesados*, rallia les Français par conviction idéologique. Parmi eux, on compta le poète Meléndez Valdez, le dramaturge Moratin, Goya, ainsi que plusieurs scientifiques de renom... D'autre part, l'oligarchie choisit souvent la voie de la collaboration, ainsi dans le royaume de Valence ou en Andalousie (Lafon, 2007), pour préserver l'ordre et sa position sociale, menacée par les troubles initiaux de l'insurrection. Par conséquent, l'image du conflit comme démonstration unanime de patriotisme populaire fut essentiellement une création de l'historiographie postérieure, réactionnaire et surtout libérale (Álvarez Junco, 1994).

Par ailleurs, parmi les insurgés, deux tendances s'opposaient de façon croissante, les tenants de l'absolutisme et de la foi, au nom de Ferdinand VII, prisonnier en France, et les libéraux. Ces derniers prônaient une monarchie constitutionnelle, la liberté de la presse, l'extension de la propriété privée au détriment des domaines ecclésiastiques, nobiliaires et communaux, ainsi qu'une certaine laïcisation de la société (suppression de l'Inquisition...).

Malgré une virulente opposition du courant conservateur, la plupart de ces réformes furent votées courant 1812 par l'assemblée de Cadix, principal refuge de l'insurrection. Mais elles restèrent ignorées de la majorité de la population, avant tout préoccupée par sa survie. Et si la Constitution promulguée le 19 mars 1812 devint un modèle, ce fut auprès de la plupart des libéraux européens, en particulier les partisans du *Risorgimento* italien...

À partir du début 1812, l'initiative échappa aux Français. Le souverain choisi par Napoléon (Joseph, son frère aîné) n'avait pu s'imposer à l'opinion ; les troupes françaises étaient souvent désarmées face à une guerre irrégulière, même s'il y eut des tentatives novatrices de contre-insurrection, de la part de Suchet en Aragon, et surtout de Soult en Andalousie (Lafon, 2007). Enfin, la préparation de la campagne de Russie priva l'armée d'Espagne d'une bonne part de ses meilleures unités, dès décembre 1811. Deux défaites s'ensuivirent logiquement, manifestant la supériorité acquise par Wellington, désormais général en chef des forces anglo-hispano-portugaises : les Arapiles (22/07/1812) et surtout Vitoria (21/06/1813) obligeant les Français à évacuer le pays.

En 1814, Ferdinand VII fut libéré et regagna l'Espagne. Bénéficiant toujours d'une image extrêmement favorable dans l'opinion, y compris chez les libéraux, il se refusait à n'être qu'un souverain constitutionnel. Il s'appuya donc sur l'armée, en particulier les généraux Elío et Eguía, pour abolir les réformes libérales, emprisonnant ou exilant leurs partisans, et il rétablit l'absolutisme avec le soutien de la Sainte Alliance. Autour de lui gravitait un groupe hétérogène de conseillers, la *camarilla*.

Au total, cette guerre se révéla désastreuse pour l'Espagne, même si elle lui procura un regain de prestige en Europe (qui ne dépassa guère 1815). En effet, le congrès de Vienne, méprisant le rôle majeur de l'Espagne dans la chute de Napoléon, ne lui accorda pas d'indemnités de guerre, et seule une minorité des multiples œuvres d'art pillées par les officiers supérieurs impériaux lui fut restituée (Dominguez Ortiz, 2001).

Outre les pertes humaines – encore difficiles à estimer aujourd'hui, faute de statistiques fiables ou de sources sérieuses en nombre suffisant –, l'agriculture et l'élevage furent durablement touchés, les quelques manufactures existantes sabotées ou détruites par les

divers belligérants, et le Trésor royal vidé. De surcroît, l'usage de la violence fut dès lors avalisé comme un recours politique, et bon nombre des anciens chefs guérilleros, non intégrés dans l'armée régulière, prendront la tête de révoltes et de *pronunciamientos*, d'inspiration libérale (Espoz y Mina, Porlier, Abad « Chaleco »...) comme réactionnaire (le curé Merino, Longa, Zumalacárregui...).

Surtout, les liens entre la métropole et les colonies américaines s'étaient distendus à partir de septembre 1810, quand se produisirent les premiers soulèvements des notables locaux contre une autorité espagnole affaiblie. Dès 1815, si seule l'Argentine actuelle était perdue, il fallait cependant prévoir une reconquête coûteuse, alors que l'Angleterre soutenait ouvertement les leaders indépendantistes. En effet, elle espérait écouler son abondante production manufacturière auprès des nouveaux pays libérés de l'exclusif colonial, et leur acheter directement matières premières et produits exotiques (chocolat, café, sucre...). L'adoption par les jeunes États-Unis de la doctrine Monroe (décembre 1823), qui dénonçait toute ingérence européenne sur le continent américain, favorisait également ce mouvement d'émancipation aux dépens de la tutelle espagnole.

■ ■ II. L'Espagne entre répression absolutiste et aspirations libérales (1815-1833)

Dès le rétablissement de l'absolutisme, et face à l'épuration, eurent lieu les premiers *pronunciamientos*. C'étaient des tentatives, faites par un petit groupe, militaire ou civil, pour en appeler à l'opinion et changer le gouvernement, éventuellement par un chantage à la violence ; il faut donc les distinguer des putschs, coups d'État visant à porter l'armée, en tant qu'institution, au pouvoir. On nota aussi quelques conspirations maçonniques.

Tous ces mouvements échouèrent, jusqu'au *pronunciamiento* du lieutenant-colonel Rafael Riego de janvier 1820 à Cadix. Car ce der-

nier bénéficia de l'appui de la dynamique bourgeoisie locale et de la présence d'un corps expéditionnaire destiné à la reconquête des colonies, démoralisé, miné par l'oisiveté et le retard des soldes. Ferdinand VII dut alors se résoudre à accepter la Constitution, et à laisser le pouvoir effectif aux libéraux. Cependant, ces derniers étaient divisés par une opposition de générations : les leaders de 1812 étaient devenus modérés, tandis que les nouveaux, beaucoup plus exaltés, finirent par l'emporter. Entre-temps, un foyer royaliste s'était constitué en Catalogne et en Navarre et avait établi une régence, avant d'être écrasé par Espoz y Mina durant l'automne 1822.

La Sainte Alliance s'inquiéta de cette situation révolutionnaire. La France de Louis XVIII, entraînée par Chateaubriand, envoya en 1823 un corps expéditionnaire outre-Pyrénées – « les cent mille fils de Saint Louis » – pour restaurer l'autorité de Ferdinand VII. Contre toute attente, ce fut, sauf à quelques occasions, une promenade militaire d'avril à octobre. Elle se prolongea toutefois par le maintien d'une force de 45 000 hommes jusqu'en 1828, tandis qu'on épurait les cadres de l'armée espagnole pour les remplacer par des aristocrates et des partisans inconditionnels du souverain.

Mais la monarchie absolue était toujours confrontée à une grave crise financière, contrainte de multiplier les emprunts à l'étranger et à accumuler des intérêts toujours plus élevés. La dette publique se montait ainsi à 2 500 millions de *reales* en 1833 (Martínez Ruiz, 1999). Ce déficit s'expliquait en particulier par ses efforts acharnés de reconquête coloniale, caractérisés par une rigueur inopportune qui finit par coaliser les différentes composantes de la société coloniale contre l'armée espagnole. Fortement compromis par la défaite d'Ayacucho (actuel Pérou) durant l'été 1824, ils persisteraient néanmoins jusqu'en 1829, avec l'envoi de troupes contre le Mexique, mais toujours en vain. De fait, le mirage des richesses impériales

perdurait chez les milieux dirigeants, qui y voyaient la panacée susceptible de renflouer le budget national ; il est attesté, par exemple, par la participation de forces espagnoles, commandées par Prim, à la phase initiale de l'expédition mexicaine décidée par Napoléon III en 1861.

Après une phase de répression brutale, Ferdinand VII se vit donc progressivement contraint à améliorer l'administration et l'exercice du pouvoir, notamment en faisant appel à quelques *Afrancesados* revenus d'exil, qui mirent en œuvre une politique modérée (Luis, 2002). Cette volonté de modernisation s'afficha avec la création, en novembre 1832, du tentaculaire *Ministerio de Fomento* qui contrôlait tous les secteurs de l'économie, l'administration territoriale, l'Instruction publique et la Santé.

Le roi s'aliéna par là ses soutiens les plus conservateurs, aristocratie et haut clergé, qui se regroupèrent dès 1826 autour de son frère Carlos et formèrent ainsi l'embryon du carlisme. Ce mouvement bénéficiait d'une réelle audience populaire. « *Incontestablement, les "ultras" sont plus en consonance avec les convictions, la mentalité et la manière d'être du peuple et du bas peuple* » (Aymes, 2005, p. 215) ; d'autre part, les réformes du *Trienio* libéral (1820-1823), entreprises au nom d'une conception bourgeoise de la propriété, n'avaient rien pour satisfaire journaliers et petits paysans.

Parallèlement, la vie politique continuait d'être scandée par des *pronunciamientos* libéraux. Souvent effectués dans des villes littorales, ils furent largement improvisés jusqu'à 1826, dans un contexte marqué par la figure romantique du « vol de l'Aigle », puis mieux préparés par la suite, mais toujours sans succès (Aymes, 2005). Telle était la situation, quand la mort de Ferdinand VII ouvrit une crise dynastique, puisque son choix de mettre sa fille Isabelle (la future Isabelle II), mineure, sur le trône ne fut pas respecté par les ultras.

■ ■ III. La difficile et stérile victoire du libéralisme (1834-1867)

La période se caractérise par une forte instabilité ministérielle, avec pas moins de 70 gouvernements de 1834 à 1875, soit une durée moyenne de 7 mois pour chacun ! On pouvait y voir le reflet de la médiocrité des monarques et régents successifs (Maria-Cristina, veuve de Ferdinand VII, puis Isabelle II) et d'une vie politique largement mâtinée d'esprit courtisan.

C'était aussi le résultat de l'intervention accrue de l'armée à partir de 1840, du fait de son rôle contre le carlisme, dans un sens progressiste (généraux Espartero et Prim) ou modéré (généraux O'Donnell et Narváez). Les *pronunciamentos* continuèrent, endémiques au moins jusqu'en 1874. Cependant, il n'y eut pas alors de dictature militaire à proprement parler, puisque chaque général laissait la pratique du pouvoir à des hommes politiques aux convictions proches des siennes. Reste que les capitaines généraux occupaient un rôle prépondérant à la tête des régions et que nombre des gouverneurs civils de province étaient en fait des militaires...

1. Le libéralisme face à la menace carliste

La monarchie parlementaire, progressivement acquise aux idées libérales, dut affronter la rébellion carliste, ce qui occasionna deux guerres civiles, de 1834 à 1840 puis de 1845 à 1849 ; la dernière se produirait entre 1872 et 1876, dans un contexte différent. Le danger était grand, puisque le carlisme prétendait incarner un État parallèle, soutenu par le Vatican et les subsides de la Sainte Alliance, avec ses propres lois, structures administratives, forces armées... D'autre part, à plusieurs reprises, en 1836 et 1837, les partisans de Carlos V tentèrent de propager la rébellion à l'ensemble du pays par des expéditions en Galice, Estrémadure, Andalousie..., mais ils n'obtinrent